

FASHION

NETWORK

Le Bangladesh augmente les salaires des ouvriers textiles plus que prévu

Les dernières négociations entre État, industriels et syndicats avaient abouti à une hausse annoncée de 5% du salaire minimum pour les ouvriers textiles. L'État a finalement décidé de porter cette hausse à 9%, dans un climat social toujours délicat, un an près que l'ex-Première ministre a été chassée du pouvoir par des manifestations d'ampleur.



Shutterstock

Des manifestations importantes, parfois réprimées violemment, ont en effet suivi les négociations salariales qui s'étaient tenues en novembre dernier. Il avait été décidé de faire passer le salaire minimum d'un ouvrier textile débutant de l'équivalent de 66 à 104 dollars (12.500 takas), et décidé des hausses annuelles de 5%. Les syndicats souhaitaient eux 190 dollars de salaire minimum, et des hausses de 10%.

Le ministère du Travail et de l'emploi a pris acte de la grogne sociale bangladaise, et finalement annoncé il y a quelques jours une hausse de 4% des salaires dans le secteur textile, en attendant de nouvelles négociations sur le salaire minimum. Un geste qui, soulignent les syndicats, ne suffira pas à compenser la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs.

"Avec une inflation qui dépasse les 11%, l'augmentation annuelle supplémentaire de 4% est dérisoire", pointe ainsi Nazma Akter, dirigeant du syndicat SGSF et membre du comité exécutif

de la confédération syndicale IndustriAll. "Les travailleurs du secteur du prêt-à-porter sont incapables de survivre en raison de l'absence de croissance réelle des salaires et de la hausse du coût de la vie. Nous exhortons le gouvernement à mettre en place dès que possible un nouveau conseil du salaire minimum et à réviser le salaire en tenant compte des besoins des travailleurs et en veillant à ce qu'ils perçoivent un salaire décent et non un salaire de misère."

Le [BGMEA](#) (Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association), qui représente les industriels locaux, n'a pas pris la parole sur le sujet. Et pour cause: la direction récemment élue a été [dissoute en octobre par le gouvernement](#), en attendant des élections "libres et équitables". Et l'organisation est pour l'heure gérée par une administration désignée par le gouvernement.

Les entreprises textiles bangladaises redoutent les renégociations périodiques des salaires, dans lesquelles ils voient le risque de perdre en compétitivité face à d'autres pays à bas coût d'Asie et d'Asie du sud-est. Comptant parmi les pays les plus pauvres, le Bangladesh s'est, grâce à ses bas salaires, hissé au rang de deuxième fournisseur de l'[Union européenne](#) et troisième fournisseur des États-Unis en habillement.

Un développement qui a rendu le pays dépendant de son [industrie textile](#), l'exposant donc aux mouvements sociaux agitant cette dernière. Le textile-habillement génère ainsi 80% des exportations du pays et 20% de son PIB, sans oublier quatre millions d'emplois directs.